

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1741

[2009/202126]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 1^{er} février 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon;

Vu le décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009;

Considérant que la première expérience de transfert de compétences fiscales démontre la complexité de la tâche et la nécessité de conforter la cellule fiscale à cet égard, la création du 7^e pilier de l'administration fiscale wallonne faisant de la cellule un interlocuteur privilégié dans cette mission; or, la cellule fiscale a montré, dans de multiples dossiers, sa capacité à mobiliser les moyens humains et matériels dans les tâches d'audit, d'aide à la décision, de rédaction de cahier de charges et de soutien au management de l'administration fiscale wallonne; l'objet principal du présent arrêté est de préciser et d'actualiser les missions et la composition du personnel de la cellule fiscale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les références budgétaires reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 1^{er} février 2007, pour les mettre en concordance avec le budget général des dépenses de la Région wallonne et permettre à la cellule fiscale de procéder à l'ordonnement des dépenses;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Sur proposition du Ministre du Budget et des Finances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne du 27 mars 2002, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 1^{er} février 2007, sont remplacés par les alinéas suivants :

"Il est institué une cellule fiscale auprès du Gouvernement wallon, chargée des missions énumérées à l'article 2 et ci-après dénommée "la Cellule".

Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre du Budget et des Finances."

Art. 2. L'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. La cellule a pour missions :

1^o d'assister le Gouvernement wallon dans l'exécution du transfert des compétences fiscales visées à l'article 3 de la loi spéciale de financement du 13 juillet 2001 modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Dans ce sens, elle veillera tout particulièrement à :

a) assurer le suivi administratif et technique des accords de coopération fiscaux (Agence de l'Information patrimoniale et échange d'informations);

b) procéder à l'analyse des moyens et des ressources affectés à chaque taxe et impôt régional visé à l'article 3 de la loi de financement et établir les structures de coût;

c) établir un rapport d'opportunité sur le transfert, par famille d'impôts, de l'Etat fédéral vers la Région;

d) établir un plan opérationnel de transfert des moyens en ressources humaines, informatique et logistique administrative vers la Région;

e) émettre des recommandations sur une réorganisation de l'ensemble des services à transférer en tenant compte, notamment, du code de recouvrement du 6 mai 1999 en visant à les intégrer à terme au sein de la future administration fiscale;

f) établir un schéma global d'organisation au niveau de la Région des nouveaux services fiscaux, et, corollairement, de proposer une structure administrative susceptible de les accueillir;

g) organiser le transfert effectif des différents services régionaux et fédéraux dans l'administration fiscale régionale;

2^o d'assister les institutions wallonnes dans la confection et l'exécution de leur politique fiscale et de leur procurer une assistance opérationnelle dans la perception des impôts et taxes à leur profit.

Dans ce sens, elle veillera tout particulièrement à :

a) étudier et élaborer les projets de textes légaux en matière fiscale ressortant de la compétence régionale wallonne ou ayant un impact sur cette compétence, sur demande du Ministre ayant les Finances dans ses attributions;

b) rendre des avis motivés sur l'ensemble des projets et propositions de textes légaux susceptibles d'affecter la fiscalité de la Région wallonne, afin d'assurer la cohérence et la concordance des textes en matière de fiscalité wallonne, sur demande du Gouvernement wallon, préalablement à leur adoption par le Gouvernement wallon ou, dans le cas de propositions décrétales, à la demande du Gouvernement wallon;

c) étudier et coordonner la gestion du contentieux fiscal wallon devant la Cour constitutionnelle ou devant la Cour de justice des Communautés européennes, notamment;

d) rédiger un code fiscal wallon dont l'objectif principal sera l'harmonisation de la procédure fiscale wallonne;

e) organiser la communication concernant la législation fiscale wallonne, tant vers les citoyens et les entreprises que vers les administrations; à ce titre, en collaboration avec l'administration fiscale wallonne, elle participe à la rédaction des instructions, commentaires et circulaires permettant d'assurer l'homogénéité, la transparence et l'égalité dans l'application des textes fiscaux. Dans ce cadre-là, elle participe également au développement de programmes de formations à destination des fonctionnaires fiscaux de la Région wallonne;

3° de rendre des avis sur toutes les législations en projet ou existantes, en Belgique ou à l'étranger, susceptibles d'influencer l'exercice de ses compétences fiscales par la Région wallonne.

Dans ce sens, elle veillera tout particulièrement à :

a) étudier le financement de la Région wallonne par les recettes fiscales inscrites dans la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989;

b) étudier toute problématique ressortissant des compétences fiscales de la Région wallonne;

c) analyser et commenter l'évolution de la fiscalité dans les deux autres régions de l'Etat fédéral, ainsi qu'au niveau de l'Etat fédéral, des Communautés, des provinces, des communes et des agglomérations de communes;

d) analyser et commenter l'évolution des législations de l'Union européenne ou d'autres Etats, susceptibles d'avoir une influence sur l'exercice des compétences fiscales de la Région wallonne ou qui présentent un intérêt pour la législation fiscale de la Région wallonne;

e) faire toutes les recommandations qu'elle estime nécessaire sur des projets de réforme fiscale dans le ressort des compétences de la Région;

f) examiner les impacts budgétaires à court et moyen termes des propositions de mesures fiscales en Région wallonne, ainsi que leurs conséquences en terme d'organisation administrative et de procédure;

4° d'assister les institutions wallonnes dans l'étude et la gestion de leur statut fiscal propre.

Dans ce sens, elle veillera tout particulièrement à :

a) coordonner les contacts de la Région wallonne, ainsi que des autres institutions wallonnes qui le souhaitent, avec les administrations fiscales fédérales et locales gérant des impôts et taxes à charge de la Région ou de ces institutions;

b) veiller à l'accomplissement légal des obligations fiscales de la Région wallonne ainsi que des autres institutions wallonnes qui le souhaitent;

c) étudier le statut fiscal des biens immeubles affectés aux compétences de la Région wallonne et des organismes publics wallons, notamment en matière d'impôts directs, de T.V.A. et de droits d'enregistrement;

d) étudier et coordonner la gestion du contentieux relatif à la situation fiscale de la Région wallonne ainsi que des autres institutions wallonnes qui le souhaitent;

e) collaborer à la défense et à la préservation des intérêts de la Région wallonne dans le domaine fiscal. » .

Art. 3. L'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Sans préjudice de l'article 9, il est alloué aux agents de la Cellule visée à l'article 1^{er} qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel du Service public de Wallonie :

A4S, A4, A5 et A6 pour le personnel de niveau 1;

B1, B2 ou B3 pour le personnel de niveau 2+."

Art. 4. A l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° les agents visés à l'article 5, § 2, *littéras a), b) et c)*, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les conseillers ou les attachés par les articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, ou, pour l'un d'entre eux, d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les chefs de cabinet adjoints par les articles 11 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;"

Art. 5. L'article 12, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux agents visés à l'article 5, § 2, du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon :

a) à l'indemnité de conseiller ou d'attaché ou, pour l'un d'entre eux, à l'indemnité de chef de cabinet adjoint, pour les agents de niveau 1 visés à l'article 5, § 2, *littéras a), b) et c)*;

b) à l'indemnité de personnel d'exécution ou d'attaché pour les agents de niveau 2+ visés à l'article 5, § 2, *littéra d)*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier."

Art. 6. L'article 15 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 1^{er} février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 15. Délégation est accordée au Chef de Cabinet du Ministre du Budget et des Finances pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 11 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2, du présent arrêté."

Art. 7. L'article 16 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 1^{er} février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 16. Délégation est accordée au dirigeant de la cellule fiscale visé à l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.04, 12.05 et 74.05 du programme 11 relatives respectivement aux frais d'expertise, frais de procédure et honoraires d'avocats; aux frais de fonctionnement de la cellule fiscale et à l'achat de biens meubles durables pour la cellule fiscale de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne."

Art. 8. L'article 17, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 1^{er} février 2007, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou son délégué visé à l'article 16 imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 11 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2."

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1741

[2009/202126]

23. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Befugnisse der Regionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 1. Februar 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2008 zur Festlegung des allgemeinen Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2009;

In der Erwägung, dass der erste Versuch zur Übertragung von steuerrechtlichen Befugnissen die Komplexität dieser Aufgabe und die Notwendigkeit, die Zelle "Steuerwesen" in dieser Hinsicht zu stärken, nachweist, wobei die Einrichtung der 7. Säule der wallonischen Steuerverwaltung der Zelle die Rolle eines bevorzugten Gesprächspartners bei dieser Aufgabe gibt; nun hat die Zelle "Steuerwesen" in zahlreichen Akten ihre Fähigkeit gezeigt, die menschlichen und materiellen Mittel bei Aufgaben in Sachen Audit, Entscheidungshilfe, Abfassung von Lastenheften und Unterstützung des Managements der wallonischen Steuerverwaltung zu mobilisieren; der Hauptgegenstand des vorliegenden Erlasses besteht darin, die Aufgaben und die Zusammensetzung des Personals der Zelle "Steuerwesen" genauer zu beschreiben und zu aktualisieren;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 1. Februar 2007, erwähnten haushaltsmäßigen Angaben abzuändern, um sie mit dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region übereinstimmen zu lassen und es der Zelle "Steuerwesen" möglich zu machen, die Zahlungsanweisung der Ausgaben vorzunehmen;

Aufgrund des am 16. April 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. April 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, Absätze 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Absätze ersetzt:

"Eine Zelle "Steuerwesen" wird bei der Wallonischen Regierung eingerichtet; sie wird mit den in Artikel 2 aufgelisteten Aufgaben beauftragt und weiter unten "die Zelle" genannt.

Sie untersteht der direkten Weisungsbefugnis des Ministers des Haushalts und der Finanzen."

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 2 - Die Zelle hat als Aufgaben,

1° die Wallonische Regierung bei der Durchführung der Übertragung der in Artikel 3 des Sonderfinanzierungsgesetzes vom 13. Juli 2001, das das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 abändert, erwähnten steuerrechtlichen Zuständigkeiten zu unterstützen.

In diesem Sinne wird sie insbesondere

- a) die administrative und technische Weiterbehandlung der steuerrechtlichen Zusammenarbeitsabkommen ("Agence de l'Information patrimoniale" und Informationsaustausch) gewährleisten;
 - b) die Analyse der Mittel und Ressourcen vornehmen, die für jede in Artikel 3 des Finanzierungsgesetzes erwähnte Abgabe und Steuer der Region bestimmt sind, und die Kostenstrukturen erstellen;
 - c) einen Bericht über die Zweckdienlichkeit der Übertragung, je nach Steuerkategorie, vom Föderalstaat auf die Region erstellen;
 - d) einen operativen Plan zur Übertragung der Mittel in Sachen menschliche Ressourcen, Informatik und administrative Logistik auf die Region ausarbeiten;
 - e) Empfehlungen über eine Umorganisation der Gesamtheit der zu übertragenden Dienststellen unterbreiten, dies unter Berücksichtigung u.a. der Beitreibungsordnung vom 6. Mai 1999, indem man zum Ziel nimmt, sie auf Zeit in die zukünftige Steuerverwaltung einzugliedern;
 - f) ein umfassendes Organisationsschema der neuen Steuerdienste auf Ebene der Region erstellen und als logische Folge eine administrative Struktur, die sie aufnehmen kann, vorschlagen;
 - g) die tatsächliche Übertragung der verschiedenen regionalen und föderalen Dienststellen in die regionale Steuerverwaltung organisieren;
- 2° die wallonischen Einrichtungen bei der Ausarbeitung und Durchführung ihrer Steuerpolitik zu unterstützen und ihnen eine operative Hilfe bei der Eintreibung der Steuern und Abgaben zu ihren Gunsten zu leisten.

In diesem Sinne wird sie insbesondere

- a) die Entwürfe von Gesetzestexten in Sachen Steuern, die in den wallonischen regionalen Zuständigkeitsbereich fallen oder die einen Einfluss auf diese Zuständigkeit haben, auf Anfrage des mit den Finanzen beauftragten Ministers untersuchen und ausarbeiten;
 - b) begründete Gutachten über die Gesamtheit der Entwürfe und Vorschläge von Gesetzestexten, die das Steuerwesen der Wallonischen Region beeinflussen können, abgeben, um die Kohärenz und die Übereinstimmung der Texte im Bereich des wallonischen Steuerwesens zu sichern, dies auf Anfrage der Wallonischen Regierung und vor deren Genehmigung durch die Wallonische Regierung oder bei Dekretsvorschlägen auf Anfrage der Wallonischen Regierung;
 - c) die Verwaltung der wallonischen steuerrechtlichen Streitsachen vor dem Verfassungsgerichtshof oder vor dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften untersuchen und koordinieren;
 - d) ein wallonisches Steuergesetzbuch, dessen Hauptziel die Harmonisierung des wallonischen Steuerfahrens sein wird, verfassen;
 - e) die Kommunikation bezüglich der wallonischen Steuergesetzgebung sowohl für die Bürger und die Unternehmen als auch für die Verwaltungen organisieren; demnach beteiligt sie sich in Zusammenarbeit mit der wallonischen Steuerverwaltung an der Verfassung der Anleitungen, Kommentare und Rundschreiben im Hinblick auf die Gewährleistung der Homogenität, Transparenz und Gleichheit bei der Anwendung der steuerrechtlichen Texte. In diesem Rahmen wird sie sich ebenfalls an der Entwicklung von Ausbildungsprogrammen für die Steuerbeamten der Wallonischen Region beteiligen;
- 3° Gutachten über alle in Belgien oder im Ausland in der Entwicklung befindlichen oder bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung der steuerrechtlichen Befugnisse der Wallonischen Region beeinflussen können, abzugeben.

In diesem Sinne wird sie insbesondere:

- a) die Finanzierung der Wallonischen Region durch die im Sonderfinanzierungsgesetz vom 16. Januar 1989 festgesetzten Steuereinnahmen untersuchen;
 - b) jede mit den steuerrechtlichen Befugnissen der Wallonischen Region verbundene Problematik untersuchen;
 - c) die Entwicklung des Steuerwesens in den zwei anderen Regionen des Föderalstaats sowie auf Ebene des Föderalstaats, der Gemeinschaften, der Provinzen, der Gemeinden und der Gemeindeagglomerationen analysieren und kommentieren;
 - d) die Entwicklung der Gesetzgebung der Europäischen Union und anderer Staaten, die einen Einfluss auf die Ausübung der steuerrechtlichen Befugnisse der Wallonischen Region haben können oder die ein Interesse für die Steuergesetzgebung der Wallonischen Region darstellen, analysieren und kommentieren;
 - e) alle Empfehlungen über Projekte in Sachen Steuerreformen im Zuständigkeitsbereich der Region, die sie für notwendig hält, erörtern;
 - f) die kurz- und mittelfristigen haushaltsmäßigen Auswirkungen der Vorschläge in Sachen steuerliche Maßnahmen in der Wallonischen Region sowie ihre Auswirkungen im Bereich der administrativen Organisation und der Verfahrensweise untersuchen;
- 4° die wallonischen Einrichtungen bei der Untersuchung und Verwaltung ihres eigenen steuerlichen Statuts zu unterstützen.

In diesem Sinne wird sie insbesondere:

- a) die Kontakte der Wallonischen Region sowie der anderen wallonischen Einrichtungen, die es wünschen, mit den föderalen und lokalen Steuerverwaltungen, die Steuern und Abgaben zu Lasten der Region oder dieser anderen Einrichtungen verwalten, koordinieren;
- b) auf die gesetzliche Durchführung der steuerlichen Verpflichtungen der Wallonischen Region sowie der anderen wallonischen Einrichtungen, die es wünschen, achten;
- c) das steuerliche Statut der Immobilien, die den Befugnissen der Wallonischen Region und der wallonischen öffentlichen Einrichtungen zugewiesen sind, u.a. in Sachen direkte Steuern, MwSt. und Einregistrierungsgebühren untersuchen;
- d) die Verwaltung der Streitsachen in Bezug auf die steuerliche Situation der Wallonischen Region sowie der anderen wallonischen Einrichtungen, die es wünschen, untersuchen und koordinieren;
- e) an der Verteidigung und der Wahrung der Interessen der Wallonischen Region im steuerlichen Bereich mitarbeiten."

Art. 3 - Artikel 7, § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 1. Unbeschadet von Artikel 9 wird den Bediensteten der in Artikel 1 erwähnten Zelle, die nicht dem Personal der Dienststellen der Regierung oder allgemein jeder öffentlichen Dienststelle angehören, eine das Gehalt ersetzende Zuwendung gewährt, die nach den weiter unten stehenden, auf das Personal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

A4S, A4, A5 und A6 für das Personal der Stufe 1;

B1, B2 oder B3 für das Personal der Stufe 2+.”

Art. 4 - In Artikel 9, § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“1° die in Artikel 5, § 2, a), b) und c) erwähnten Bediensteten erhalten eine jährliche Zuwendung in Höhe der in den Artikeln 11 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die Berater oder die Attachés vorgesehenen Kabinettszuwendung oder, was einen unter ihnen betrifft, eine jährliche Zuwendung in Höhe der in den Artikeln 11 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für die beigeordneten Kabinettschefs vorgesehenen Kabinettszuwendung;”

Art. 5 - Artikel 12, § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 2. Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 5, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 22, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Vergütungen festgesetzt:

a) auf die Vergütung eines Beraters oder Attachés oder, für einen von ihnen, auf die Vergütung eines beigeordneten Kabinettschefs, für die in Artikel 5, § 2, a), b) und c) erwähnten Bediensteten der Stufe 1;

a) auf die Vergütung des Ausführungspersonals oder eines Attachés für die in Artikel 5, § 2, d) erwähnten Bediensteten der Stufe 2+.

Die Vergütung ist monatlich und am Monatsende geschuldet und kann bei Teilzeitarbeit im Verhältnis zu der geleisteten Arbeit gezahlt werden.

Die Vergütung wird während der Abwesenheiten, die dreißig Kalendertage nicht überschreiten, aufrechterhalten.”

Art. 6 - Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 14 - Dem Kabinettschef des Ministers des Haushalts und der Finanzen wird die Vollmacht erteilt, um jede auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 11 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbare Ausgabe, die mit den dem in Artikel 5, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen verbunden ist, einzugehen und zu genehmigen.”

Art. 7 - Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 16 - Dem in Artikel 5, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Leiter der Zelle “Steuerwesen” wird die Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe bis zu einem Betrag von 5.500 Euro, die auf die Basiszuwendungen 12.04, 12.05 und 74.05 des Programms 11 bezüglich der Sachverständigenkosten, der Verfahrenskosten und Kosten für Anwaltshonorare, der Betriebskosten der Zelle “Steuerwesen” und des Ankaufs von nachhaltigen beweglichen Gütern für die Zelle “Steuerwesen” des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist, einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen.”

Art. 8 - Artikel 17, § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 1. Februar 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“§ 2. Dem Berater, der für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten verantwortlich ist, wird die Vollmacht erteilt, um jede von dem ersten Anweisungsbefugten oder seinem in Artikel 16 erwähnten Beauftragten eingegangene Ausgabe, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 11 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region bezüglich der dem in Artikel 5, § 2 erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen anrechenbar ist, anzuweisen.”

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1741

[2009/202126]

23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 1 februari 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het decreet van 18 december 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2009;

Overwegende dat uit de eerste ervaring van overheveling van fiscale bevoegdheden blijkt dat de taak complex is en dat het nodig is de fiscale cel in dat opzicht te versterken, waarbij de cel door de oprichting van de 7e pijler van de Waalse administratie van de belastingen een bevoorrechte gesprekspartner in dat opzicht wordt; de fiscale cel heeft in verschillende dossiers kunnen bewijzen dat ze bekwaam is om de menselijke en materiële middelen in te schakelen voor de taken betreffende audit, steun bij beslissingen, opstelling van bestekken en steun aan het management van de Waalse administratie van de belastingen; het hoofdzakelijke doel van dat besluit is de opdrachten en de samenstelling van het personeel van de fiscale cel nader te bepalen en te actualiseren;

Overwegende dat de begrotingsreferenties vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 1 februari 2007, gewijzigd moeten worden om ze in overeenstemming te brengen met de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en om de fiscale cel in staat te stellen tot de ordonnanciering van die uitgaven over te gaan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 april 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, eerste en tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“Er wordt een fiscale cel bij de Waalse Regering opgericht, belast met de opdrachten bedoeld in artikel 2 en hierna “de Cel” genoemd.

De Cel wordt onder het rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en Financiën geplaatst.”

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“Art. 2. De cel vervult de volgende opdrachten :

1° de Waalse Regering bijstaan in de uitvoering van de overheveling van de fiscale bevoegdheden bedoeld in artikel 3 van de bijzondere financieringswet van 13 juli 2001 tot wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989.

In die zin waakt bedoelde cel er in het bijzonder over :

a) dat de administratieve en technische opvolging van de fiscale samenwerkingsakkoorden (Agentschap voor Vermogensinformatie en informatie-uitwisseling) verricht wordt;

b) dat de analyse van de middelen die gebruikt worden voor elke gewestelijke belasting bedoeld in artikel 3 van de financieringswet uitgevoerd wordt en dat de kostenstructuur opgesteld wordt;

c) dat er een verslag wordt opgesteld over de doelmatigheid van de overheveling, per belastinggeheel, van de federale Overheid naar het Gewest;

d) dat er een operationeel overhevelingsplan wordt opgesteld met betrekking tot de personele middelen, de bestuursinformatica en -logistiek naar het Gewest;

e) dat er aanbevelingen worden geformuleerd over een herorganisatie van alle over te hevelen diensten, rekening houdende meer bepaald met het inningswetboek van 6 mei 1999 met het oog op hun uiteindelijke integratie in de toekomstige fiscale structuur;

f) dat er op gewestelijk vlak een globaal organisatieschema wordt opgesteld van de nieuwe belastingdiensten en dat er diensgevolge een administratieve structuur wordt voorgesteld waarin bedoelde diensten ondergebracht kunnen worden;

g) dat de daadwerkelijke overheveling van de verschillende gewestelijke en federale diensten naar de gewestelijke belastingadministratie georganiseerd wordt;

2° bijstand verlenen aan de Waalse instellingen bij het bepalen en het uitvoeren van hun fiscale beleid en hen operationele bijstand verlenen voor het innen van de belastingen en taksen te hunnen behoeve.

In die zin zorgt bedoelde cel ervoor :

a) om ontwerpen van wettelijke teksten in fiscale zaken die vallen onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest of die een impact hebben op die bevoegdheid, te onderzoeken en uit te werken op verzoek van de Minister bevoegd voor Financiën;

b) om op verzoek van de Waalse Regering gemotiveerde adviezen uit te brengen over het geheel van de ontwerpen en voorstellen van wettelijke teksten die de fiscaliteit van het Waalse Gewest zouden kunnen aantasten teneinde de coherentie en de overeenstemming van de teksten inzake Waalse fiscaliteit te verzekeren, voor hun goedkeuring door de Waalse Regering of in geval van decretale voorstellen op verzoek van de Waalse Regering;

c) om het beheer van de geschillen over de Waalse fiscaliteit voor met name het Grondwettelijk Hof of het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te onderzoeken en te coördineren;

d) om een Waals fiscaal wetboek op te maken, waarvan het hoofdzakelijke doel de harmonisatie van de Waalse fiscale procedure zal zijn;

e) om de communicatie te organiseren betreffende de Waalse fiscale wetgeving zowel voor de burgers en de ondernemingen als voor de besturen; om die reden neemt ze in samenwerking met de Waalse administratie van de belastingen deel aan het opstellen van de instructies, commentaren en omzendbrieven waardoor de homogeniteit, de doorzichtigheid en de gelijkheid in de toepassing van de fiscale teksten wordt gewaarborgd. In dat opzicht draagt ze ook bij tot de ontwikkeling van vormingsprogramma's voor fiscale ambtenaren van het Waalse Gewest;

3° adviezen uitbrengen over alle ontwerpen van wetgevingen of alle bestaande wetgevingen in België of in het buitenland die de uitoefening van haar fiscale bevoegdheden door het Waalse Gewest zouden kunnen beïnvloeden.

In die zin waakt bedoelde cel erover :

a) om de financiering van het Waalse Gewest door de fiscale ontvangsten opgenomen in de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 te onderzoeken;

b) om elke problematiek die onder de fiscale bevoegdheden van het Waalse Gewest valt, te onderzoeken;

c) om de ontwikkeling van de fiscaliteit te analyseren en van commentaar te voorzien in de twee andere Gewesten van de federale Staat alsmede op het niveau van de federale Staat, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties van gemeenten;

d) om de ontwikkeling van de wetgevingen van de Europese Unie of van andere Staten, die een invloed zouden kunnen hebben op de uitoefening van de fiscale bevoegdheden van het Waalse Gewest of die van belang zijn voor de fiscale wetgeving van het Waalse Gewest, te analyseren en van commentaar te voorzien;

e) om alle aanbevelingen te doen die ze nodig acht, over ontwerpen van fiscale hervorming waarvoor het Gewest bevoegd is;

f) om de begrotingsimpact op korte en lange termijn van de voorstellen van fiscale maatregelen in het Waalse Gewest alsmede hun gevolgen inzake administratieve organisatie en procedure te onderzoeken;

4° de Waalse instellingen bijstaan in het onderzoek en het beheer van hun eigen fiscaal statuut.

In die zin waakt bedoelde cel erover :

a) om de contacten van het Waalse Gewest en van de andere Waalse instellingen die het wensen, te coördineren met de federale en plaatselijke administraties van de belastingen die de belastingen en taksen ten laste van het Gewest of van die instellingen beheren;

b) om voor de wettelijke vervulling van de fiscale verplichtingen van het Waalse Gewest alsmede van de andere Waalse instellingen die het wensen, te zorgen;

c) om het fiscaal statuut te onderzoeken van de onroerende goederen die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest en van de openbare Waalse instellingen, met name inzake directe belastingen, BTW en registratierechten vallen;

d) om het beheer van de geschillen betreffende de fiscale toestand van het Waalse Gewest alsmede van de andere Waalse instellingen die het wensen, te onderzoeken en te coördineren;

e) om samen te werken aan de verdediging en de bescherming van de belangen van het Waalse Gewest op fiscaal gebied."

Art. 3. Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Onverminderd artikel 9 wordt er aan de personeelsleden van de cel bedoeld in artikel 1 die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Regering of meer in het algemeen van elke overheidsdienst, een toelage verleend die in de plaats komt van de wedde vastgelegd in de hiernavolgende weddeschalen geldend voor het personeel van de Waalse Overheidsdienst :

A4S, A4, A5 en A6 voor het personeel van niveau 1;

B1, B2 of B3 voor het personeel van niveau 2+."

Art. 4. In artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

"1° De personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, litera a), b) en c), komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage bepaald voor de adviseurs of voor de attachés in de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering of, voor één van hen, voor een jaarlijkse toelage die gelijkstaat met de kabinetstoelage bepaald voor de adjunct-kabinetschefs in de artikelen 11 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;"

Art. 5. Artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald met verwijzing naar de vergoedingen bepaald bij artikel 22, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het bedrag van de vergoeding staat gelijk met :

a) de vergoeding van adviseur of attaché of, voor één van hen, met de vergoeding van adjunct-kabinetschef, voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 5, § 2, litera a), b) en c);

b) de vergoeding van uitvoerend personeel of attaché voor de personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 5, § 2, litera d).

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiseerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens dertig kalenderdagen afwezigheid."

Art. 6. Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“Art. 15. Er wordt een machtiging verleend aan de kabinetschef van de Minister van Begroting en Financiën om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 11 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit.”

Art. 7. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“Art. 16. Er wordt aan de leider van de fiscale cel bedoeld in artikel 5, § 1, van dit besluit tot en met het bedrag van 5.500 euro een machtiging verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocaties 12.04, 12.05 en 74.05 van programma 11 betreffende, respectievelijk, de expertisecosten, de procedurkosten en de honoraria van de advocaten, de werkingkosten van de fiscale cel en de aankoop van roerende duurzame goederen voor de fiscale cel van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.”

Art. 8. Artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 1 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Er wordt een machtiging verleend aan de adviseur verantwoordelijk voor de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten om elke uitgave vastgelegd door de primaire ordonnateur of zijn gemachtigde bedoeld in artikel 16 te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 11 van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2.”

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, en Uitrusting,
M. DAERDEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1742 (2009 — 1293)

[2009/202130]

19 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux activités de location ou de mise à disposition de kayaks et de canoës. — Erratum

Dans l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 9 avril 2009 à la page 27201, l'alinéa 2 de l'article 7 doit se lire comme suit :

« L'exploitant informe sa clientèle des risques encourus par la pratique du kayak et du canoë en installant de manière visible un drapeau, de minimum 75 cm × 100 cm, rouge ou vert selon que la circulation est interdite ou non sur le cours d'eau concerné en application de l'arrêté relatif à la circulation dans et sur les cours d'eau. »

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1742 (2009 — 1293)

[2009/202130]

19. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten sektorbezogenen Bedingungen für die Tätigkeiten zur Vermietung oder Zurverfügungstellung von Kajaks und Kanus. — Erratum

In dem oben erwähnten Erlass, der am 9. April 2009 im *Belgischen Staatsblatt* auf Seite 27201 veröffentlicht wurde, ist Absatz 2 des Artikels 7 folgendermaßen zu lesen:

«Der Betreiber informiert seine Kunden über die Gefahren, denen sie sich beim Kajak- und Kanufahren aussetzen, indem er eine mindestens 75 cm × 100 cm große, rote oder grüne Fahne - je nachdem ob der Verkehr auf dem betroffenen Wasserlauf in Anwendung des Erlasses über den Verkehr in und auf den Wasserläufen verboten ist oder nicht - gut sichtbar aufstellt.»

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1742 (2009 — 1293)

[2009/202130]

19 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende de activiteiten m.b.t. de verhuring of de terbeschikkingstelling van kajaks en kano's. Erratum

In bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 april 2009 op blz. 27201, dient het tweede lid van artikel 7 te worden gelezen als volgt :

« De exploitant informeert zijn klanten over de risico's van het kajak- en kanovaren door op zichtbare wijze een vlag te hissen van minimum 75 cm × 100 cm; die vlag is rood of groen naargelang het verkeer al dan niet verboden is op de betrokken waterloop overeenkomstig het besluit betreffende het verkeer in of op de waterlopen. »